



PANDEMIE COVID 19 : DECLARATION DE LA CAVAM

Avec des trémolos dans la voix, le président de la république nous l'a annoncé lundi 13 avril au soir:
Nous sommes confinés jusqu'au 11 mai prochain !

Nous passerons ici sur **ses coups de violons** à l'égard des personnels soignants et autres salariés qui sont en premières lignes face à la pandémie, après leur avoir administré durant de longues semaines **ses coups de matraques** quand ils revendiquaient dans la rue des moyens humains, matériels et financiers pour nos services publics en général et nos hôpitaux en particulier !

Après les premiers de cordées, les premiers de corvées !

Lui qui s'est évertué à promouvoir *les premiers de cordées* dès le lendemain de son élection, tout en vilipendant *ceux qui ne sont rien et que l'on croise dans les halls de gares*, fait mine de découvrir aujourd'hui, tel un benêt « ces héros » du quotidien sans lesquels la France serait encore plus durement touchée par la pandémie, à l'image de la situation catastrophique vécue aux Etats Unis, pays de l'ultra libéralisme par excellence, où sans « le sou », tu meurs sans le moindre soin sur le trottoir, enterré ensuite dans la fosse commune (55% des Etats-Uniens n'ont pas de protection sociale ou trop peu pour se soigner). Tente-t-il par là- même d'arrondir les angles en faisant profil bas dans l'espoir d'atténuer la colère légitime des français qui perçoivent plus clairement à la lumière d'un drame sanitaire, combien les politiques austéritaires successives conduites depuis 30 ans, et amplifiées par MACRON, ont mis à sac nos capacités hospitalières ?

Rien ne passera aux pertes et profits

Certainement qu'il y a aussi de ça dans son discours mielleux de lundi soir.
Mais les faits sont là !

Cette pandémie révèle au grand jour un marasme hospitalier qui est consécutif à des choix politiques dictés par les dogmes ultralibéraux si chers à SARKOZY (moins 46 500 lits), HOLLANDE (moins 17 500 lits) et MACRON (moins 4 200 lits), pour ne citer que ces derniers.

Pour l'heure, le gouvernement PHILIPPE, avec son manque de réactivité devant la pandémie annoncée dès la fin janvier, ses tergiversations, ses incompétences, son incurie et ses mensonges érigés en méthode de communication par Sybeth NDIAYE, devra rendre des comptes, le moment venu.

Que signifie : Début de déconfinement prévu le 11 mai ?

Cela signifie que « la libération » se fera par étape, presque au cas par cas, certainement en fonction des zones géographiques, des personnes à risques et des plus anciens qui cumulent parfois plusieurs de ces critères !

Le déconfinement sera de surcroît tributaire des moyens de protection qui pourront être mis à la disposition de ceux qui pourront être « libérés ». Le feuilleton dramatique alimenté par les péripéties aux sujets notamment des masques, et des tests de dépistages, atteste du brouillard dans lequel on se trouve et des risques d'infections qui vont être encourus par les « déconfinés » . . . Dans ce contexte, l'ouverture des écoles dès ce 11 mai, (celles-là mêmes fermées en tout premier lieu tant les enfants sont de vecteurs potentiels de contamination) frise l'irresponsabilité totale !

Personne n'est dupe !

C'est clair comme de l'eau de roche : La réouverture des écoles, lycées et collèges le 11 mai répond au souhait du MEDEF de voir revenir au plus vite tout le monde au boulot !

Les profits n'attendent pas !

Non ! Monsieur Geoffroy Roux de Bézieux : Les établissements scolaires, jusqu'à preuve du contraire, ne sont pas et ne seront jamais les garderies du MEDEF !

C'est en substance ce que de nombreux enseignants et parents d'élèves expriment avec force à l'énoncé de cette décision sur laquelle, là encore, des membres du gouvernement disent tout et son contraire tant cette mesure est impopulaire et en rajoute à la défiance à son égard.

Quant au MEDEF, non seulement il pousse au crime au nom là encore de la compétitivité des entreprises, mais il croit son heure venue pour revendiquer, à la sortie de la pandémie, une remise en cause du temps de travail hebdomadaire et du nombre de jours de congés payés !

Si telle est bien sa vision « du jour d'après » et si comme il convient de le redouter il trouve une oreille (déjà) attentive auprès des membres du gouvernement, on se prépare de belles journées de luttes en perspective !

Au final : une intervention pour pas grand-chose, sinon des craintes légitimées pour celles et ceux qui durant de longues semaines, avant la pandémie, se sont mobilisés dans les luttes pour contrer les mauvais coups et obtenir des avancées sociales.

Durant toute cette période, la CAVAM avec ses associations, a tenu son rang, pour une seule et bonne raison. Nous ne le dirons jamais assez : Les victimes de l'amiante et les victimes de maladie professionnelle, sont des citoyens à part entière et non des citoyens à part.

Tous les maux de la société les percutent de plein fouet.

Si certain s'emploient à les confiner (sans jeu de mot) volontairement dans le seul registre de la défense de leur dossier de malade, au nom de l'indépendance associative (Chez nous : on ne fait pas de politique !!), ce n'est pas le choix que nous avons opéré en temps et heure, autant au moment de la création de la CAVAM qu'à chacune de nos Assemblées Générales.

« Faire de la politique » : Ce n'est pas sale !

Défendre sa condition de victime et de retraité : c'est faire de la politique !

Si on en fait pas, d'autres en font à notre place et contre nos intérêts !!

Rien dans ce qui précède n'est de nature à nous détourner de ce choix d'orientation, bien au contraire.

Pour « le jour d'après » : Pour des luttes indispensables à la construction « des jours heureux », nous répondrons présent.

Le 17 avril 2020

Le bureau de la CAVAM